

Tunisie : l'Union africaine condamne les déclarations « choquantes » du président Kaïs Saïed sur les migrants subsahariens

25.02.2023 Tunisie : l'Union africaine condamne les déclarations « choquantes » du président Kaïs Saïed sur les migrants subsahariens

L'organisation a appelé samedi ses Etats membres à « s'abstenir de tout discours haineux à caractère raciste, susceptible de nuire aux personnes », après les propos tenus par le président tunisien mardi.

Ses propos ne passent pas en Tunisie et à l'étranger. Le président tunisien, Kaïs Saïed, a déclenché une vaste polémique mardi en s'en prenant directement aux migrants subsahariens présents dans son pays, qui selon lui le menaceraient. En réaction, l'Union africaine (UA) a rejeté ces propos et appelé ses Etats membres à « *s'abstenir de tout discours haineux à caractère raciste, susceptible de nuire aux personnes* », vendredi 24 février.

Le président Saïed avait prôné mardi des « *mesures urgentes* » contre l'immigration clandestine de ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne, affirmant que leur présence en

Tunisie était source de « *violence, de crimes et d'actes inacceptables* ». Lors d'une réunion, il a aussi tenu des propos véhéments sur l'arrivée de « *hordes de migrants clandestins* » et insisté sur « *la nécessité de mettre rapidement fin* » à cette immigration, des déclarations immédiatement dénoncées par plusieurs ONG locales.

Dans un communiqué signé de sa main, le président de la commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, a ainsi dit vendredi « *condamne[r] fermement les déclarations choquantes faites par les autorités tunisiennes contre des compatriotes africains, qui vont à l'encontre de la lettre et de l'esprit de notre organisation et de nos principes fondateurs* ». Des « *accusations sans fondement* », a réagi samedi le ministère des affaires étrangères tunisien.

A Tunis, plusieurs centaines de manifestants ont protesté samedi contre le racisme et ce discours « *fasciste* », demandant au président Kaïs Saïed de présenter ses excuses à cette communauté. Rassemblés devant le siège du Syndicat national des journalistes tunisiens, les manifestants ont défilé jusqu'à l'avenue Habib-Bourguiba, la principale artère du centre de Tunis, sous le contrôle de policiers en civil, selon des journalistes de l'Agence France-Presse.

« *A bas le fascisme, la Tunisie est une terre africaine* », « *Solidarité avec les migrants sans papiers* » ou encore « *Président de la honte, présente tes excuses* », scandaient les protestataires dont des artistes, des militants de droits humains et des représentants de la société civile. « *La Tunisie passe d'un processus démocratique à un processus fasciste* » ou « *Non au racisme* », pouvait-on lire sur les pancartes brandies par des manifestants.

Lire aussi : En Tunisie, le président Kaïs Saïed s'en prend aux migrants subsahariens

« Traiter tous les migrants avec dignité, d'où qu'ils viennent »

Selon l'Union africaine, cet épisode regrettable « rappelle à tous les pays, en particulier aux Etats membres de l'Union africaine, qu'ils doivent honorer les obligations qui leur incombent en vertu du droit international (...), à savoir traiter tous les migrants avec dignité, d'où qu'ils viennent, s'abstenir de tout discours haineux à caractère raciste, susceptible de nuire aux personnes, et accorder la priorité à leur sécurité et à leurs droits fondamentaux ». Moussa Faki Mahamat réitère par ailleurs dans ce communiqué « l'engagement de la Commission [de l'UA] à soutenir les autorités tunisiennes en vue de la résolution des problèmes de migration afin de rendre la migration sûre, digne et régulière ».

Dans un autre communiqué, diffusé lui aussi vendredi, l'ambassade du Mali en Tunisie dit suivre « avec la plus grande préoccupation la situation des Maliens » dans le pays. Evoquant « des moments très inquiétants », elle y invite ses ressortissants « au calme et à la vigilance » et recommande à « ceux qui le souhaitent [de] s'inscrire pour un retour volontaire ».

Le chef de la diplomatie tunisienne, Nabil Ammar, a affirmé samedi par voie de communiqué avoir rencontré la veille des ambassadeurs de pays africains qui ont justement exprimé « leur souci de respecter les lois tunisiennes relatives à l'immigration », et leur avoir assuré « l'engagement des

autorités à protéger les résidents étrangers de toutes les nationalités ».

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés En Tunisie, le tournant répressif du régime de Kaïs Saïed

Montée du Parti nationaliste tunisien

Le discours de M. Saïed, qui concentre tous les pouvoirs après avoir suspendu en juillet 2021 le Parlement et limogé le gouvernement, est survenu alors que le pays traverse une grave crise économique, marquée par des pénuries récurrentes de produits de base, et connaît des tensions politiques. Ces dernières semaines, la parole raciste et les discours de haine ont ainsi pris une ampleur nouvelle, encouragés par la montée du Parti nationaliste tunisien, une formation apparue récemment sur Internet et qui réclame l'expulsion des migrants subsahariens via une pétition en ligne.

Selon des chiffres officiels cités par le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux, la Tunisie, un pays de quelque 12 millions d'habitants, compte plus de 21 000 ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne, en majorité en situation irrégulière. Ils sont davantage selon les ONG locales – entre 30 000 et 50 000. Une population qui fournit *« une main-d'œuvre peu chère et consommatrice dont tout le monde profite, et même souvent abuse. Leur présence et leur travail irrégulier sur le territoire étaient jusqu'à maintenant connus et tolérés par l'Etat tunisien, bien que cela ait toujours été illégal »*, souligne Kenza Ben Azouz, spécialiste du racisme en Tunisie, dans un article du *Monde*.

Source

: https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/02/25/tunisie-l-union-africaine-condamne-les-declarations-choquantes-du-president-kais-saied-sur-les-migrants-subsahariens_6163294_3212.html